

vues pour de nouvelles constructions et des améliorations, de nouvelles machines et de l'outillage neuf pour 1946; voici les chiffres:

Fabriques	\$400,000,000
Mines	25,000,000
Entreprises forestières	10,000,000
Centrales d'énergie électrique ..	75,000,000
Téléphone	50,000,000
Transport (Aéroports, voirie, matériel de chemin de fer et canaux maritimes)	140,000,000
Total	\$700,000,000

Le document faisait remarquer qu'un montant supplémentaire de 500 millions de dollars devait être consacré surtout à la construction d'habitations, d'institutions publiques et d'immeubles commerciaux. Ce qui relèverait le total à 1,200 millions de dollars. Ces placements, s'ils étaient effectués, et le ministre de la Reconstruction dit qu'il est peu probable qu'ils le soient, seraient bien inférieurs au total mentionné dans le rapport du comité James.

A mon avis, et de l'avis du parti dont je me fais aujourd'hui l'interprète, si le gouvernement actuel tient à prévenir le chômage, il devra placer des capitaux à une allure beaucoup plus considérable que l'entreprise privée n'est disposée à le faire. Mais que propose-t-il? Comment va-t-on y parvenir? On ne propose rien du tout. Il n'y a pas de solution. Le commerce d'exportation, l'entreprise privée et la puissance d'achat entre les mains du public: voilà tout ce qu'on propose. Le pays qui sait si bien s'orienter en temps de guerre est laissé, en période de paix, aux aveugles maladroites de l'entreprise privée.

J'aimerais citer ici quelques passages du rapport de la Banque du Canada pour l'exercice 1943. Il a paru le 10 février 1944. Voici ce qu'écrit le gouverneur de la banque:

On peut facilement donner une idée de l'ampleur des mises au point qu'envisagera le Canada après la guerre pour maintenir un haut degré d'emploi. En 1939, environ 4 millions de Canadiens avaient un emploi rémunéré et au moins 300,000 personnes en état de travailler chômaient.

En d'autres termes, ils étaient sans travail. Je continue:

A la fin de 1943, la population occupée à un travail rémunéré s'était accrue à approximativement 5,100,000, mais, sur ce nombre, environ 1,900,000 personnes étaient engagées soit au service militaire, à la fabrication des armes de guerre ou à la production de la nourriture requise pour l'exportation spéciale à ce temps de guerre. Le nombre disponible pour satisfaire aux besoins des civils était donc tombé à environ 3,200,000, mais, au cours de la même période, le niveau de vie s'était notamment amélioré et il était probablement plus élevé que jamais. Cette plus grande production des biens de consommation par un plus petit nombre de travailleurs s'explique en partie par des heures prolongées de travail, des récoltes favorables et le fait que, maintenant, il n'y a plus qu'un nombre très restreint de travailleurs em-

ployés à produire des biens de production pour les besoins des civils. Toutefois, un autre élément important qui a contribué à cette situation, c'est le degré d'amélioration qu'ont atteint nos techniques de production sous l'impulsion des exigences de la guerre.

Que devons-nous attendre de l'après-guerre? Voici ce qu'il écrit:

Quant la guerre aura cessé, une partie de ceux qui sont employés actuellement se retireront volontairement et l'armée gardera peut-être un effectif beaucoup plus nombreux qu'avant la guerre.

Il semble cependant qu'il y aura au moins 4,700,000 travailleurs à employer aux occupations civiles, soit au moins un million et demi de plus que le nombre engagé actuellement dans ce secteur de l'économie. Grâce aux améliorations technologiques actuelles, un effectif aussi imposant pourra produire pour les civils un volume beaucoup plus considérable de marchandises et de services qu'il ne s'est jamais vu au Canada jusqu'ici. Il faudra, de ce fait, un volume très considérablement augmenté de consommation et de placement productif pour absorber en entier cette production et maintenir un haut degré d'emploi. Les mises au point nécessaires seront certes d'une ampleur sans précédent et il est urgent que les groupements ouvriers, agricoles et commerciaux, ainsi que les gouvernements s'y préparent hardiment.

Je ne vois aucun indice de préparations hardies. L'industrie dit: que le Gouvernement s'abstienne d'intervenir dans ce domaine des affaires, mais rien n'indique que l'industrie soit disposée à élaborer des plans de l'ampleur qu'il faudrait pour satisfaire les besoins du peuple ayant cet énorme pouvoir entre les mains, et le Gouvernement hésite, se demandant s'il laissera l'industrie agir ou s'il agira lui-même. Il se contente d'atormoyer.

Je m'efforcerais en deux ou trois phrases de signaler aux honorables députés les conséquences impérieuses de la situation qui nous confronte. Les voici: si les produits de l'industrie ne se consomment pas, sous forme de denrées durables ou de denrées de consommation, il en résultera certainement du chômage. Si le capital privé ne peut pas ou ne veut pas faire les immobilisations nécessaires,—et il n'a jamais pu le faire,—alors il ne reste que deux solutions entre lesquelles le Gouvernement devra choisir: soit laisser la production se ralentir jusqu'à l'arrêt, soit prendre des mesures efficaces pour augmenter la capacité de consommation du peuple, et particulièrement des personnes à revenus modiques.

Nous ne pouvons pas continuer indéfiniment à faire des placements, même au rythme actuel. Cependant, cela ne devrait pas être un sujet de crainte ni d'inquiétude. Nous devrions pouvoir envisager cet état de choses avec plaisir, parce que cela voudrait dire que nous obtiendrions une plus forte partie des agréments de la vie.

Au cas où mon temps de parole s'épuiserait avant que j'aie terminé mes observations,

[M. MacInnis.]